

**SIGNATURE
CONVENTION CADRE
ENTRE LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET LE MEDEF**

DOSSIER DE PRESSE



vendredi 11 décembre 2015

sapeur-pompier
+ volontaire = moi aussi

SOMMAIRE

• Communiqué de presse	2
• La plus-value d'un sapeur-pompier volontaire au sein de la collectivité	3
• Les conventions employeurs-SDIS	4
• Les conventions nationales de disponibilité du sapeur-pompier volontaire	5
• Les employeurs de salariés sapeur-pompier volontaire, non signatures de convention	6
• Un sapeur-pompier volontaire, une force pour la collectivité	7
• Les sapeurs-pompiers volontaires en chiffres	8



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Bernard Cazeneuve recevra les représentants du MEDEF à l'hôtel de Beauvau, le 11 décembre 2015 à 9 h. Il présentera l'accord cadre mis en place par le ministère de l'Intérieur et cette organisation pour faciliter la disponibilité des sapeurs-pompiers volontaires pendant leur temps de service au sein de leur entreprise.

Le MEDEF souhaite participer pleinement à cette mobilisation en encourageant ses adhérents et les entreprises à s'inscrire dans la démarche d'intérêt général ainsi initiée par le ministère de l'Intérieur et la communauté « sapeurs-pompiers » en particulier en les informant de la législation applicable et les mesures qui peuvent les intéresser en leur précisant le cadre et l'intérêt de ce type d'engagement pour l'ensemble des acteurs dans l'entreprise.

Ce partenariat résulte de l'engagement pour le volontariat signé par le ministre de l'Intérieur et les présidents de l'Association des maires de France, de l'Assemblée des départements de France, de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours, du Conseil national des sapeurs-pompiers volontaires et de la fédération nationale des sapeurs-pompiers de France, le 11 octobre 2013 à Chambéry lors du congrès national des sapeurs-pompiers.

L'accord cadre signé par le ministère de l'Intérieur et les entreprises partenaires permet de concilier l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et les impératifs de leur vie professionnelle. Il facilite leur disponibilité avec leur employeur pour des actions de formation ou des situations opérationnelles. Ce partenariat permet de pérenniser leur démarche citoyenne dans la durée et vise à aplanir les difficultés qu'ils peuvent éprouver dans l'exercice de leur métier.

Le volontariat chez les sapeurs-pompiers constitue un enjeu majeur de notre société, notamment dans les territoires ruraux. Aujourd'hui, 79 % des sapeurs-pompiers sont volontaires, soit 193 756 hommes et femmes. Ils assurent la moitié des interventions en milieu semi urbain et 80 % des missions en zone rurale.



Signature convention cadre entre le ministère de l'Intérieur et le MEDEF

LA PLUS-VALUE D'UN SAPEUR-POMPIER VOLONTAIRE AU SEIN D'UNE ENTREPRISE

Les deux tiers des sapeurs-pompiers volontaires sont également salariés ou chefs d'entreprises. Leurs compétences constituent des ressources importantes dans l'organisation des services d'incendie et de secours (SDIS).

La plus-value d'un sapeur-pompier volontaire au sein de l'entreprise :

- il est un symbole de moralité et d'éthique ;
- il est respectueux et a le sens de la hiérarchie ;
- il a le sens du travail en équipe et de la solidarité.

Toutes ces valeurs sont énoncées dans la charte nationale des sapeurs-pompiers volontaires (décret n° 2012-1132 du 5 octobre 2012).

SAVOIR-FAIRE ET SAVOIR

Prêt à intervenir à tout moment, le sapeur-pompier volontaire est un exemple en matière de réactivité. Les formations de sapeur-pompier volontaire peuvent être grandement utiles voire vitales à l'entreprise.

Détenteur de formations aux premiers secours, il est en mesure de mettre en œuvre des techniques et des pratiques sur son lieu de travail, dans l'attente des secours.

Il est également formé aux risques, à la lutte contre l'incendie et aux moyens de le prévenir. Familier de la manipulation des extincteurs, il peut aussi prodiguer des conseils en matière de prévention et intervenir sur tout départ de feu. Il est aussi qualifié pour organiser l'évacuation d'un bâtiment.

INTÉGRATION SOCIALE

Très implanté au sein de la société civile, le sapeur-pompier volontaire crée du lien dans toutes les couches de la population. Symbole d'altruisme, il est un passeur des valeurs propres à son engagement citoyen.



Signature convention cadre entre le ministère de l'Intérieur et le MEDEF

LES CONVENTIONS EMPLOYEURS-SDIS

Afin de pouvoir fiabiliser la réponse opérationnelle, notamment pendant les heures de travail, le SDIS a la possibilité de conclure une convention avec les employeurs. Elle précisera les modalités de la disponibilité opérationnelle et de la disponibilité pour la formation des sapeurs-pompiers volontaires en fonction des nécessités du fonctionnement du service public.

Ainsi, le sapeur-pompier volontaire peut concilier au mieux son engagement avec son activité professionnelle. Des compensations financières sont prévues en faveur des employés ainsi que l'attribution d'un label. La loi énumère les activités ouvrant droit à autorisation d'absence du sapeur-pompier volontaire pendant son temps de travail. Il s'agit :

- des missions opérationnelles concernant les secours d'urgence aux personnes victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes et leur évacuation, ainsi que la protection des personnes, des biens et de l'environnement, en cas de péril ;
- des actions de formation.

Lorsqu'une convention est conclue entre l'employeur d'un sapeur-pompier volontaire et le SDIS, les deux parties fixent le seuil au-delà duquel les nouvelles autorisations d'absence donnent lieu à une compensation financière et en précisent les conditions.



Signature convention cadre entre le ministère de l'Intérieur et le MEDEF

LES CONVENTIONS NATIONALES DE DISPONIBILITÉ DU SAPEUR-POMPIER VOLONTAIRE

Cette convention avec le MEDEF vise à développer les conventions locales entre les SDIS et les entreprises pour pérenniser et développer le volontariat sapeur-pompier à l'instar des conventions cadre nationales.

Le ministère de l'Intérieur a conclu plusieurs conventions cadres nationales de soutien à la politique de développement du volontariat chez les sapeurs-pompiers. Elles doivent être ensuite déclinées localement et préciser les conditions de mise en disponibilité des salariés, par ailleurs sapeurs-pompiers volontaires.

Huit conventions cadres ont déjà été signées avec La Poste, le ministère de la Défense, le ministère de l'Éducation nationale, GrDF, le Service de remplacement France, la SNCF, Chubb-Sicli et l'Association des maires de France depuis l'engagement national du 11 octobre 2007. D'autres sont en cours d'étude.

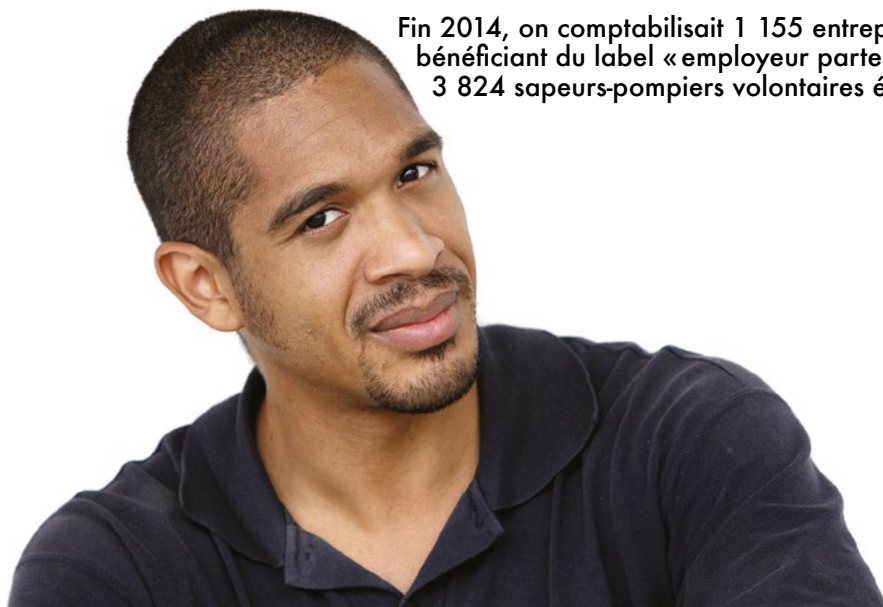
LES COMPENSATIONS FINANCIÈRES

L'employeur de sapeurs-pompiers volontaires signataire de convention peut :

- être subrogé dans les droits du sapeur-pompier volontaire à percevoir des indemnités ;
- Déduire la rémunération et les prélèvements sociaux afférents aux absences de sa contribution au titre de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle.
- bénéficier d'une compensation financière supplémentaire fixée par la convention. Enfin, la loi relative au mécénat peut s'appliquer.

De plus, la collectivité peut se voir attribuer le label « employeur partenaire des sapeurs-pompiers ». Il n'a pas pour objectif de se substituer aux initiatives locales mais de favoriser des opérations de communication que l'entreprise pourrait mettre en place. Ce label valorise les employeurs publics ou privés qui ont manifesté une volonté citoyenne et un esprit civique particulièrement remarquables.

Fin 2014, on comptabilisait 1 155 entreprises (559 privées et 596 publiques) bénéficiant du label « employeur partenaire des sapeurs-pompiers », 3 824 sapeurs-pompiers volontaires étant salariés dans ces entreprises.



Signature convention cadre entre le ministère de l'Intérieur et le MEDEF

LES EMPLOYEURS DE SALARIÉS SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES, NON SIGNATAIRES DE CONVENTIONS

L'emploi de sapeur-pompier volontaire (salariés ou agents publics) ouvre droit à un abattement sur la prime d'assurance due au titre des contrats garantissant les dommages d'incendie des assurés, égal à la part des salariés ou agents publics sapeurs-pompiers volontaires dans l'effectif total des salariés ou agents publics de l'entreprise, dans la limite d'un maximum de 10 % de la prime.

LES SALARIÉS PAR AILLEURS SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES

Le décret n° 2013-153 du 19 février 2013 permet la prise en compte des formations suivies par le sapeur-pompier volontaire dans son activité au sein des services d'incendie et de secours au titre des droits et obligations existants conformément aux dispositions du code du travail.

Cette disposition s'appuie sur le constat suivant : les formations dispensées aux sapeurs-pompiers volontaires dans le cadre de leur engagement peuvent être de même nature que celles exigées dans le cadre des obligations de formation professionnelle qui peuvent les concerner en tant que salariés.

Cette mesure permet de valoriser le salarié sapeur-pompier volontaire, au sein de son entreprise et auprès de son employeur. Elle constitue également un élément de nature à faciliter la mise en place d'une convention afin de préciser les modalités de la disponibilité opérationnelle et de la disponibilité pour la formation des sapeurs-pompiers volontaires pendant leur activité salariée.



Signature convention cadre entre le ministère de l'Intérieur et le MEDEF

UN SAPEUR-POMPIER VOLONTAIRE, UNE FORCE POUR L'ENTREPRISE !

En recrutant des collaborateurs, sapeurs-pompiers volontaires, l'entreprise devient un acteur à part entière du développement du volontariat, pierre angulaire des secours en France. De par son engagement citoyen, l'entreprise participe à la continuité et à la qualité des secours de proximité, dont chacun d'entre nous bénéficiera peut-être un jour.

Elle devient un acteur solidaire de la vie locale en préservant le tissu social et le réseau d'entraide et associatif de la commune. Elle conforte et renforce l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires. Enfin, elle participe à l'effort collectif pour des secours rapides et efficaces. Partout, au meilleur coût.



Signature convention cadre entre le ministère de l'Intérieur et le MEDEF

LES SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES EN CHIFFRES



193 756 SPV dont **26 893 femmes**.

Sur **7 015 centres d'incendie et de secours**, **5 577** ont un effectif exclusivement composé de SPV.

La durée moyenne d'engagement d'un SPV est de **11 ans** et **3 mois**.

Sur **10 h** d'intervention, **6 h 43** (soit **67 %**) sont réalisées par des SPV.

Toutes les professions comptent dans leur rang des sapeurs-pompiers volontaires.

69 % des SPV sont des salariés du secteur privé ou public.

11 300 SPV sont membres du service de santé et de secours médical (médecins, vétérinaires, pharmaciens ou infirmiers).



Signature convention cadre entre le ministère de l'Intérieur et le MEDEF



Christophe
Employé service
technique

Sandrine
Assistante
commerciale

Jérôme
Infirmier libéral

Marie
Préparatrice en
pharmacie

Ils sont aussi sapeurs-pompiers volontaires

www.interieur.gouv.fr

- DGSCGC/Communication
- Photos : Dicom et Joachim Bertrand/Sécurité civile.
- Graphisme : Dicom et Bruno Lemaistre/Sécurité civile. décembre 2015.